

chandises que nous avons achetées? Les honorables sénateurs savent très bien qu'un déficit d'un demi-million subi en cinq ans doit être payé. C'est autant d'argent qui est envoyé à l'étranger. Il est impossible de nier cela. Nous prenons cet argent à même les dépôts faits dans les banques, et il est très remarquable que les dépôts faits dans les banques concordent avec l'augmentation de l'escompte que donnent ces institutions financières. Les dépôts aux banques ont sauvé la situation. Parlons des cinq dernières années.

Nous constatons que le capital de nos banques était, en 1907, de \$96,000,000 et que la circulation était de \$75,000,000. Cette année-là la balance contre nous a été de \$54,000,000. Les dépôts dans les banques avaient augmenté cette année-là, exactement de \$54,000,000, tandis que l'escompte donnée par les banques avait été exactement de \$54,000,000. C'est un signe des temps, au point de vue de la prospérité. En 1910, la balance contre nous a été de \$90,000,000. Comment a-t-on fait face à une pareille situation? En augmentant les dépôts dans les banques de \$108,000,000. En 1911, la balance contre nous a été de \$180,000,000. Comment allons-nous combler ce déficit? Je l'ignore. Les banques n'ont pas encore publié leurs rapports; mais, en septembre dernier, elles avaient déjà escompté des prêts destinés au paiement de ces \$81,000,000 à même de dépôts élevant à \$96,000,000. Jusqu'ici les affaires ont marché plus ou moins bien. Quoi qu'il en soit, je ne suis pas ici pour vous dire que la perspective est sombre ou que nous sommes menacés de la banqueroute. Jusqu'à présent les dépôts dans les banques ont égalé les sommes que les banques ont dû prêter aux hommes d'affaires pour leur permettre de faire face aux obligations qu'ils avaient assumées. Mais il y a un danger à craindre, et j'attire l'attention des membres de la droite et de la gauche sur ce point-ci: Bien que nous vivions dans un temps prospère, notre situation est quelque peu semblable à celle des sociétés mutuelles avant quelles eussent été mises sur de meilleures bases. Ces sociétés, à moins d'augmenter, tous les ans, le nombre de leurs membres, étaient condamnés à tomber. Pareillement,

Hon. M. POIRIER.

dès que les dépôts dans nos banques diminuent, les affaires languissent dans notre monde commerciale. A mon avis, cela est parfaitement certain. Nous devons donc continuer à augmenter nos dépôts. Supposons que nous ayons de mauvaises récoltes durant une ou deux saisons. Dans quelle situation nos banques se trouveraient-elles? Nous devons espérer que la Providence nous favorisera autant qu'elle a favorisé les amis qui vivent au sud de notre pays; mais si nous avions deux années de mauvaises récoltes consécutives, les finances du Dominion seraient ébranlées comme ne l'ont peut-être jamais été celles des Etats de la république voisine. Citons un exemple. Les honorables sénateurs se rappellent le temps où ce brave homme, feu Alexander McKenzie, arriva au pouvoir. Un grand malaise commercial se fit alors sentir. Le pays paraissait prospère; mais la situation changea, et le nouveau gouvernement passa par une crise dont nous nous rappelons encore les résultats. J'ai cité des chiffres pour vous démontrer l'effet qu'auraient nécessairement sur les affaires les dépôts dans les banques. En 1874 les dépôts dans les banques étaient de \$77,000,000; mais, en 1875, ils avaient diminué de deux millions. Quelle fut la conséquence de cette diminution? Des faillites dans le pays au montant de \$29,000,000. En 1876 les dépôts dans les banques diminuèrent encore de \$2,000,000 avec des faillites au montant de \$26,000,000. En 1877, les dépôts furent augmentés de \$1,000,000. De \$73,000,000 ils s'élevèrent à \$74,000,000; cependant la crise continuait à se faire sentir, et il y eut des faillites pour une somme de \$26,000,000. En 1878 les déposants retirèrent leur argent des banques à la suite d'une panique qui eut pour effet de faire tomber les dépôts de \$74,000,000 à \$71,000,000.

Il y eut dans le Dominion du Canada des faillites au montant de \$24,000,000. Il y en aurait eu encore plus; mais la moitié de nos négociants avaient déjà fait faillite. Dans Ottawa, où je résidais, pas un seul marchand de la principale rue de la ville n'échappa au désastre. Un seul marchand de la rue Sainte-Catherine, de Montréal, y échappa. Cela montre l'effet que peut avoir la diminution des dépôts dans les banques. En réponse à mon honorable ami, je répéterai que le pays pa-